

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/114  
21 juillet 2004

(04-3162)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## ARGENTINE – RÉEXAMEN À L'EXPIRATION DES MESURES COMPENSATOIRES IMPOSÉES À L'IMPORTATION D'HUILE D'OLIVE EN PROVENANCE DE L'UNION EUROPÉENNE

Demande de consultations présentée par les Communautés européennes  
au titre de l'article 13.2 de l'Accord

La communication ci-après, datée du 19 juillet 2004, est distribuée à la demande de la Délégation de la Commission européenne.

---

Veillez trouver ci-joint une demande de consultations avec l'Argentine au sujet du réexamen des mesures compensatoires concernant l'huile d'olive.

Nous proposons que les consultations aient lieu à Genève aussitôt que possible.

./.

Les Communautés européennes ("CE") demandent l'ouverture de consultations avec l'Argentine au sujet du réexamen à l'expiration des mesures compensatoires imposées à l'importation d'huile d'olive en provenance des CE. Ces consultations sont demandées conformément à l'article 13.2 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC).

L'objet de ces consultations est de permettre aux CE de clarifier plusieurs questions ayant trait à la procédure de réexamen, en particulier au rapport sur les faits essentiels récemment publié par la Commission nationale du commerce extérieur ("Comisión Nacional de Comercio Exterior" – CNCE). Les CE s'inquiètent des infractions aux dispositions de l'Accord SMC, en particulier aux articles 12.8, 15, 16.1 et 21, que l'Argentine a pu commettre.

Les questions que les CE soulèveront au cours des consultations portent entre autres choses sur les points suivants:

1. Le point de savoir si le "rapport sur les faits essentiels" de l'Argentine a satisfait aux prescriptions de l'article 12.8 de l'Accord SMC.
2. Le point de savoir si le dommage existe ou est susceptible de se reproduire conformément aux articles 15 et 21 de l'Accord SMC. Il semble qu'il n'y ait aucun élément de preuve montrant que le réexamen était soutenu par "une proportion majeure" de la branche de production nationale ou concernait "une proportion majeure" de la branche de production nationale telle qu'elle est définie à l'article 16.1. En outre, il semble ne pas y avoir d'éléments de preuve positifs pour étayer une constatation de l'existence d'un dommage en ce qui concerne chacun des points suivants: volume des importations, effet des importations sur les prix sur le marché intérieur et incidence de ces importations sur les producteurs nationaux.
3. Le point de savoir si les importations dont il est allégué qu'elles sont subventionnées causent un dommage à la branche de production nationale au sens des dispositions de l'article 15.5 de l'Accord SMC, ou s'il est probable que le dommage se reproduira à cause d'elles.

Les CE se réservent le droit de soulever d'autres questions, notamment en rapport avec toutes autres constatations de l'Argentine concernant des aspects des subventions dans la présente affaire.

Les CE espèrent qu'une date acceptable pourra être fixée pour tenir ces consultations avec les autorités argentines. Il est proposé que les consultations aient lieu à Genève.

---